

Pour éviter une rentrée 2026 catastrophique, tous devant le Ministère de l'Éducation Nationale mercredi 27 mai à 14h Rendez-vous M° Solférino

Le 10 avril, le CDEN adoptait un vœu à l'unanimité, adressé au ministre de l'Éducation nationale « pour le mettre en garde contre toute tentative de faire effectuer les ajustements à venir de la carte scolaire dans le premier comme dans le second degré, dans le cadre de l'enveloppe fermée actuelle ».

Les organisations syndicales du département SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SE-UNSA, CGT et SUD, avec les associations de parents d'élèves FCPE et PEEP, appellent à un rassemblement mercredi 27 mai à 14h devant le ministère de l'Éducation Nationale, pour exiger du ministre Geffray : « l'enveloppe fermée doit être ouverte, les plafonds d'emplois opposés aux besoins de remplacement et de recrutement d'AESH doivent être levés. ».



Informés de cette initiative, les 350 délégués au congrès du SNUDI-FO 94, réunis le 21 mai à Créteil, s'adressent à tous les collègues du département :

C'est le gouvernement qui organise l'asphyxie des écoles de notre département :

- **Des milliers d'élèves ne sont pas accompagnés par un AESH qui leur est pourtant notifié, et des centaines d'autres ne sont pas accueillis dans la structure médico-sociale à laquelle ils ont droit. Pire, le DASEN, sur injonction ministérielle, entend mettre en place les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) à la rentrée prochaine, pour faire sortir un maximum d'élèves du champ du handicap et faire porter sur les enseignants la prise en charge de ses élèves. Comme nous l'avons massivement exprimé le 15 janvier par la grève, ce sont 3 000 AESH qu'il faut recruter pour notre département !**
- **Des milliers d'élèves sont privés d'enseignement pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avec, pour corollaire, la dégradation inacceptable des conditions de travail des enseignants. 528 jours de classe non remplacés pour les 11 écoles de la seule commune de Fresnes ! Inacceptable ! Comme seules**

réponses, en conséquence du plafond d'emplois indépassable fixé par le Ministère, le DASEN retire un remplaçant dans une école pour le mettre dans une autre ; des IEN tentent de mettre en place des plans de « continuité pédagogique », non réglementaires, ou encore des protocoles locaux de remplacement !

➤ **156 fermetures de classes sont, à ce stade, actées par la Direction académique, en conséquence des 41 suppressions de postes décidées par le ministère.** De nombreuses écoles n'ont pas obtenu satisfaction sur leur demande d'annulation ou d'ouverture de classes. **Les ajustements de carte scolaire, au mois de juin, dans le cadre de l'enveloppe fermée, risquent de se traduire par une nouvelle salve de fermetures et le refus de procéder aux ouvertures de classes nécessaires.** Le risque est d'autant plus grand qu'une loi accordant 36 milliards supplémentaires au budget militaire est actuellement discutée au parlement, chacun de ces milliards devant être compensé par des coupes dans les autres budgets.

Le gouvernement organise ainsi une rentrée 2026 désastreuse en prévoyant que le chaos que nous subissons quotidiennement sera le fonctionnement permanent de l'année scolaire prochaine et des années à venir.

Impossible d'accepter une telle situation qui signifie :

- une rentrée et une année scolaire désastreuse avec des dizaines voire des centaines de classes sans maître ;
- une nouvelle avalanche de fermetures de classes fin juin et début septembre au motif que « le département ne dispose pas des ressources suffisantes » ou que « l'enveloppe est épuisée » ;
- la mise à mal du fonctionnement des écoles, obligées d'accueillir les élèves en surchargeant les classes, faute de remplaçants, avec pour conséquence la dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage pour les enseignants et les élèves ;
- la remise en cause de tous les droits des personnels : blocage des mutations, refus de temps partiel, de disponibilités conduisant les collègues à des situations impossibles et générant le désespoir

Nous sommes tous concernés !

Pour défendre nos droits, nos conditions de travail, pour défendre l'École publique qui est aujourd'hui menacée par les décisions gouvernementales

Rassemblons-nous mercredi 27 mai à 14h devant le ministère de l'Éducation Nationale (Métro Solférino) dans l'unité avec tous les syndicats du département, avec les parents d'élèves, pour exiger

- l'annulation des suppressions de postes programmées dans le département pour la rentrée prochaine,
- l'ouverture de l'enveloppe fermée afin que, sans opposer les établissements les uns aux autres, toutes les demandes légitimes des écoles [...] soient satisfaites,
- l'abandon des PAS et l'utilisation des 27 postes qui leur sont réservés pour répondre immédiatement aux demandes d'annulation de fermetures et d'ouvertures de classes,
- le recrutement en masse d'enseignants, d'AESH, de personnels administratifs et médico-sociaux pour pourvoir tous les postes, assurer tous les remplacements dès le 1^{er} jour d'absence, mettre en œuvre toutes les notifications de la MDPH.

Non aux budgets de guerre et d'austérité ! L'argent pour l'École, pas pour la guerre !

Une demande d'audience des 5 syndicats départementaux a été faite au Ministre. Il doit les recevoir et répondre à nos revendications légitimes !

Adopté à l'unanimité, à la Maison des syndicats de Créteil, le 21 mai 2026